

Infrastructure verte

Aperçu

En vertu de l'entente bilatérale intégrée du gouvernement fédéral, relevant du Programme d'infrastructure Investir dans le Canada, le Nouveau-Brunswick recevra 347,2 millions de dollars pour des projets d'infrastructure verte au cours des dix prochaines années.

Les requérants admissibles peuvent présenter une demande de financement afin d'appuyer des projets qui appuient les sous-volets suivants :

- Atténuation des changements climatiques
- Adaptation, résilience et atténuation des catastrophes
- Qualité de l'environnement

Sous-volets de projet

Atténuation des changements climatiques

Investissements pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Les projets admissibles doivent aboutir au minimum à l'un des résultats suivants :

- Capacité accrue de gérer plus d'énergies renouvelables
- Meilleur accès au transport d'énergie propre
- Efficacité énergétique accrue des immeubles
- Production d'énergie propre accrue

Les projets inadmissibles comprennent :

- Les infrastructures de transport interurbain par autobus, transport ferroviaire, transport maritime et par traversier qui ne font pas partie d'un réseau public de transport en commun.
- Les projets d'amélioration énergétique, sauf certaines exceptions.
- Les infrastructures de services d'urgence.
- Les projets admissibles au Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone.

Adaptation, résilience et atténuation des catastrophes

Investissements pour contribuer à l'adaptation aux répercussions des changements climatiques et à leur atténuation.

Les projets admissibles doivent aboutir aux résultats suivants :

- Capacité structurale accrue et capacité naturelle accrue d'adaptation aux incidences des changements climatiques, aux catastrophes naturelles et aux phénomènes météorologiques extrêmes.

Les projets inadmissibles comprennent :

- Le déménagement de collectivités entières.
- Les projets qui tiennent compte des risques de tremblements de terre.
- Toutes les infrastructures de services d'urgence.

Qualité de l'environnement

Investissements dans l'eau potable et le traitement des eaux usées qui visent à réduire les risques environnementaux.

Les projets admissibles doivent aboutir à l'un des résultats suivants :

- Capacité accrue de traitement et de gestion des eaux usées et des eaux de ruissellement.
- Meilleur accès à l'eau potable.
- Capacité accrue de réduction ou d'assainissement des polluants des sols et de l'air.

Requérants admissibles

- Administrations municipales ou régionales.
- Une entité du secteur public établie en vertu d'une loi provinciale ou par règlement, ou détenue en propriété exclusive par le Nouveau-Brunswick.
- Organismes sans but lucratif.
- En collaboration avec une municipalité, une institution publique ou sans but lucratif qui est directement ou indirectement habilitée, en vertu des dispositions légales provinciales ou fédérales, ou par charte royale, à délivrer des cours ou des programmes postsecondaires qui donnent droit à une attestation reconnue et transférable d'études postsecondaires.
- Organismes à but lucratif travaillant en collaboration avec au moins une des entités susmentionnées ou un gouvernement autochtone comme décrit ci-dessous.
- Les bénéficiaires ultimes autochtones suivants :
 - Un conseil de bande aux termes de l'article 2 de la *Loi sur les Indiens*.
 - Un gouvernement ou une autorité des Premières Nations, des Inuits ou des Métis, établi en vertu d'une entente d'autonomie gouvernementale ou de revendication territoriale globale entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada et un peuple autochtone du Canada, qui a été approuvée, validée et a reçu force exécutoire par une loi fédérale.
 - Un gouvernement des Premières Nations, des Inuits ou des Métis établi par ou en vertu d'un acte législatif fédéral ou provincial qui comprend une structure de gouverne.
 - Un organisme sans but lucratif dont le mandat principal consiste à améliorer les résultats pour les Autochtones, travaillant en collaboration avec une ou plusieurs des entités

autochtones mentionnées précédemment, avec une municipalité ou avec le Nouveau-Brunswick.

Partage des coûts

Le gouvernement fédéral répartira les coûts de la manière suivante :

- 50 % des dépenses admissibles pour le Nouveau-Brunswick;
- 40 % des dépenses admissibles pour les municipalités, les gouvernements régionaux et les organismes sans but lucratif;
- 75 % des dépenses admissibles pour les bénéficiaires ultimes autochtones;
- 25 % des dépenses admissibles pour les bénéficiaires ultimes du secteur privé à but lucratif (admissibles).

Exigences en matière de rapport

Évaluations du climat

Tous les projets dont le coût total admissible dépasse 10 millions de dollars devront se soumettre à une évaluation de l'atténuation des gaz à effet de serre et à une évaluation de la résilience au changement climatique dans le cadre du processus de soumission du projet.

Tous les projets faisant l'objet d'une demande de financement au titre du sous-volet Atténuation des changements climatiques devront se soumettre à une évaluation de l'atténuation des gaz à effet de serre dans le cadre du processus de soumission du projet.

Tous les projets faisant l'objet d'une demande de financement au titre sous-volet Adaptation, résilience et atténuation des catastrophes devront se soumettre à une évaluation de la résilience au changement climatique dans le cadre du processus de soumission du projet.

Les requérants admissibles recevront de plus amples renseignements à ce sujet.

Avantages en matière d'emploi pour les communautés

Tous les projets dont le coût total admissible dépasse 10 millions de dollars devront être accompagnés d'un rapport sur les avantages, générés par ces projets, en matière d'emploi pour les communautés.

Les requérants admissibles recevront de plus amples renseignements à ce sujet.